

LUNDI 29 JUIN 2015



I) Lilou le nouveau arrivant de la Presse en Revue



II) Rebsamen prévoit une "baisse effective" du chômage fin 2015



Le ministre du Travail François Rebsamen le 17 juin 2015 à l'Assemblée nationale à Paris afp.com/FRANCOIS GUILLOT

Selon le ministre du Travail, François Rebsamen, le retour de la croissance, le développement de l'intérim et la création de 10 000 emplois aidés vont favoriser une baisse effective du chômage d'ici à 2015.

Le ministre du Travail, François Rebsamen, assure qu'il y aura "une baisse effective" du chômage d'ici la fin de l'année 2015, dans un entretien paru dans Sud Ouest Dimanche. "À la fin de cette année, il y aura une baisse effective du nombre des demandeurs d'emploi", prédit le ministre.

Pour justifier cet optimisme, François Rebsamen évoque plusieurs facteurs: "La croissance repart", "l'intérim se développe, ce qui est toujours précurseur d'une reprise" de l'emploi. Il compte aussi sur les emplois aidés dont il a annoncé 100 000 nouvelles créations le 1er juin, après le nouveau pic de chômage fin mai. Un nouveau record a été enregistré par Pôle emploi en mai, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) atteignant 3,55 millions (+16 200) en métropole.

5,41 millions de demandeurs d'emploi

En incluant ceux qui ont eu une activité (temps partiel, CDD, intérim, catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a fait un bond de 69 600, pour culminer à 5,41 millions (5,71 avec l'Outre-mer), autre pic historique.

A l'annonce de ces chiffres, François Rebsamen avait expliqué l'ampleur de cette hausse par "un

évènement inhabituel (...) qui rend la donnée statistique non comparable aux mois précédents et donc non interprétable". Selon le ministère du Travail, l'envoi de deux messages de relance supplémentaires aux chômeurs, par SMS et message vocal, afin de leur rappeler de penser à "actualiser" leur situation auprès de Pôle emploi, aurait abouti à doubler l'ampleur de la hausse.

L'EXPRESS

III) Pierre Laurent (PCF) candidat aux régionales en Ile-de-France



Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste (PCF) le 26 mars 2015 à Bondy © AFP/Archives - DOMINIQUE FAGET

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et sénateur de Paris, annonce dans un entretien au Parisien à paraître dimanche qu'il est candidat aux élections régionales de décembre en Ile-de-France pour "une politique ambitieuse de gauche".

"Les communistes m'ont désigné comme leur chef de file car nous estimons possible de construire un projet +l'Ile de France en commun+ à l'image de ce qui s'est fait à Barcelone, avec une liste faisant converger des forces politiques et citoyennes", déclare le conseiller régional francilien après avoir pourtant assuré il y a tout juste un mois qu'il ne serait pas candidat afin de se consacrer à son mandat de sénateur.

M. Laurent veut "réunir toutes les forces disponibles pour une politique ambitieuse de gauche refusant la logique d'austérité". Il s'agit, à

ses yeux, d'une candidature représentant "l'ensemble du Front de gauche" et "toutes les forces disponibles".

"Nous souhaitons d'ailleurs que la liste soit portée par un duo paritaire avec Clémentine Autain. Cela aurait beaucoup de sens. Nous proposons une grande assemblée régionale le 6 juillet ouverte à tous ceux qui veulent construire cette force", ajoute-t-il.

M. Laurent, qui renoncera à son mandat de sénateur s'il est élu président de région, est le troisième candidat de gauche à se lancer dans la course en Ile-de-France après Emmanuelle Cosse (EELV) et Claude Bartolone (PS), qui souhaitait pourtant réunir les différentes composantes de la gauche dès le premier tour.

S'il veut "tout faire pour écarter le danger d'une victoire" de la candidate des Républicains "Valérie Pécresse, qui a mis en faillite le système universitaire en quatre ans", qui "protège les villes qui ne veulent pas construire de logement social" et "s'est opposée à la tarification sociale des transports", il reproche à Claude Bartolone d'être "un soutien de la politique gouvernementale actuelle".

Quid du danger de l'éparpillement à gauche dans des régions, comme Paca ou le Nord/Pas-de-Calais/Picardie, où le FN est puissant ? "On ne contrera pas le FN sans une voix forte de la gauche anti-austérité", dit-il.

Pierre Laurent se distingue aussi de Jean-Luc Mélenchon, qui affiche ses ambitions présidentielles pour 2017. "Il faut d'abord faire une percée dans les 13 régions. Ma candidature en Ile-de-France, je la place au service de cette avancée. Ne brûlons pas les étapes si nous voulons aller avec succès vers des constructions nouvelles en 2017", lui répond-il.

Paris (AFP) - © 2015 AFP

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) «Ce que doit être la gauche d'aujourd'hui»

Guillaume BALAS Député européen PS



Guillaume Balas, en 2009. ((Photo Jacques Demarthon.

Classé à l'aile gauche du PS, l'eurodéputé Guillaume Balas répond à son camarade Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement.

Jean-Marie Le Guen, dans une tribune récente, décrit ce qui serait selon lui les contours d'une gauche moderne. Il insiste ainsi sur une hypothétique relativisation de la «question sociale» au profit de la défense de notre modèle civilisationnel qui serait le souhait prioritaire de la population. Ainsi, devant la gravité de la menace - dont la cause n'est que faiblement explicitée -, la gauche devrait se mettre au service de l'intérêt national, quitte à relativiser ses objectifs d'égalité sociale. Il est ainsi fait appel aux grandes heures du combat républicain et à leur imagerie d'Epinal pour consentir à de nouveaux compromis, ceux qui consistent à la pleine acceptation de la libérale mondialisation et à maux concurrentiels.

Cette perspective idéologique et stratégique assumée a au moins le mérite d'éclairer le débat entre socialistes et au sein de la gauche. Mais elle doit être combattue car elle se trompe sur les faits et donc sur les solutions.

Le retour de l'exigence de souveraineté

Il est une idée qui bouillonne en Europe et dans le monde, une idée encore confuse dans ses expressions, une idée trop souvent caricaturée autant que manipulée et qui mérite d'autant plus que la gauche s'en empare pour en faire un cadre émancipateur : la recherche de souveraineté.

De manière croissante, les peuples s'interrogent sur leur capacité et celle de leurs élites à maîtriser concrètement leur destin. La crise écologique, la fluidité maximale du capital, les désordres géopolitiques, les migrations nouvelles et les flux incessants d'images accentuent l'anxiété face à la dissolution de l'existant, à la disparition de ce qui est connu et familier au profit de l'incertitude et du danger permanent. Réduit à n'être qu'un agrégat d'individus seuls et faibles face à une mondialisation malheureuse, le peuple cherche à reconquérir le pouvoir sur lui-même. Cette quête est violente, contradictoire et inévitable. Elle se traduit souvent par la progression spectaculaire des discours réactionnaires proposant le retour impossible à une souveraineté étroite, basée sur «la tradition», le refus de l'altérité, le «c'était placant nationalistes mieux avant». communautaristes dans une concurrence sans pourvoyeuse violences frein, de ressentiments.

A l'opposé, la recherche de souveraineté sait aussi prendre des visages progressistes et positifs. C'est le cas en Grèce ou en Espagne avec Podemos, dont le leader Pablo Iglesias, rappelle que la «souveraineté et la nation» constituent des questions cruciales et essentielles pour l'avenir de la gauche. A la souveraineté vue comme un «souverainisme» aux accents nationalistes s'oppose ainsi une tradition de gauche et singulièrement socialiste en France, qui articule la peuple souveraineté du avec le progressiste pour les libertés et la justice sociale. C'est le sens de la synthèse jaurésienne entre la République, la nation et la question sociale. Cette articulation n'a jamais été autant d'actualité et les pathétiques tentatives de récupération par le FN démontrent toute la force de cet idéal et son écho chez les Français. Il serait dommage que les socialistes en soient eux-mêmes les fossoyeurs.

Ce grand retour de la question de la «souveraineté» impacte de plein fouet la social-démocratie européenne. D'un point de vue théorique, les sociaux-démocrates répondent à l'exigence de souveraineté par la construction progressive d'une démocratie européenne en

capacité de soutenir un modèle social fort. Ce discours suscite une incompréhension croissante des populations qui ne perçoivent pas les progrès vers une Europe démocratique et sociale. Au contraire elles constatent tous les jours les ravages de l'orthodoxie budgétaire et surtout de la mise en concurrence des salariés sans règles sociales communes suffisantes. Ce décalage entre la réalité vécue par nos concitoyens et l'«Europe sociale un jour» prônée par la social-démocratie est aggravée par la pratique quotidienne des sociauxdémocrates eux-mêmes. En effet, à l'épreuve du néolibéralisme, la social-démocratie européenne semble s'être diluée. Et trop souvent, ses représentants dérogent à leurs propres orientations en arguant de la nécessité du «compromis» sans avoir essayé d'œuvrer réellement à la mise en place d'un réel rapport de force préalable. D'une certaine manière, la crise du projet politique européen est liée à une crise du sens même du projet et de la praxis de la social-démocratie, incapable de construire concrètement «souveraineté européenne» promise depuis tant d'années, incapable d'assumer politiquement et intellectuellement ses responsabilités.

Souveraineté et question sociale

Dans le monde réel, il n'y a aucune séparation entre la question démocratique et la question sociale. L'appropriation rapide et violente de la plus grande part des richesses par une minorité d'«ultra-riches» correspond à l'augmentation de leur pouvoir politique concret. Pour tous les peuples et tous les responsables politiques, le chantage «au départ» du Capital est devenu quotidien. Ainsi, il n'est même plus nécessaire de dicter aux dirigeants publics l'application des règles néolibérales, elles sont anticipées comme inévitables et pensées comme nécessaires. En conséquence, la redistribution des richesses s'affaiblit, les milieux populaires s'appauvrissent, les classes moyennes s'inquiètent de leur déclassement et les inégalités explosent. Ce que ne veut pas comprendre Jean-Marie Le Guen, c'est que la discrétion des peuples sur la question sociale ne signifie pas son oubli, bien au contraire. peuples sont lucides, Les constatant l'affaiblissement des systèmes sociaux d'aprèsguerre, l'incapacité des politiques à les défendre, ils intériorisent la victoire du libéralisme et cherchent, soit dans l'individualisme, soit dans le communautarisme - y compris «blanc» - à sauver ce qui peut sembler l'être.

Se pose ainsi pour la gauche une question cruciale

considère-t-elle la victoire du capitalisme libéral comme définitive et donc ses conséquences inéluctables ou, au contraire, est-elle assez lucide pour comprendre l'impasse dans laquelle nous plonge le système économique et politique actuel en termes démocratiques, sociaux et écologiques mais aussi géopolitiques ? Si la première réponse est retenue, alors le chemin pour la gauche française est tracé : elle abandonnera la justice sociale comme objectif prioritaire pour devenir une variante de la «défense de la civilisation», minoritaire par nature, prête à l'alliance par nécessité avec les conservateurs.

De nouvelles perspectives

Un chemin bien plus enthousiasmant se présente pourtant. Il permet d'abord de regarder sous la surface des choses et de saisir que les fondements même du système économique et social actuel sont fragilisés et sans doute de manière irrémédiable. La crise écologique l'accroissement démographique interdisent la théorique pratique continuation productivisme et posent donc nécessairement les bases d'un nouveau modèle de développement. Celui-ci se définit chaque jour par l'action concrète de millions de femmes et d'hommes, d'associations. de politiques publiques, d'entreprises qui, à travers de nouvelles logiques, irriguent les sociétés de concepts nouveaux. Ces profondément approches nouvelles sont égalitaires et démocratiques dans leurs formes mêmes tout autant que par leur message qui pose l'exigence de la répartition des richesses et des biens essentiels comme nécessaire à la survie même de la planète.

Partout, on réinvente l'articulation concrète entre économie, écologie, démocratie et justice sociale. Certes, le mouvement est tâtonnant, divers, contradictoire et subit parfois des échecs mais il est là. Tout comme le mouvement ouvrier n'a pas attendu les théoriciens socialistes au XIXe siècle pour agir et s'organiser, les créateurs du monde de demain sont bien souvent éloignés des clivages politiques habituels mais savent rassembler de l'entrepreneur social à l'association d'«empowerment» d'un quartier sensible.

LAPRESSEENREVUE.EU

Une stratégie pour la gauche française

Alors le choix est là, devant nous, et il concerne d'abord ce qui reste comme la première force de la gauche politique, les socialistes. Le dernier congrès du PS n'a en réalité rien tranché de ces questions, notamment parce que l'orientation prônée par Jean-Marie Le Guen et ses amis n'a pas été défendue. Il est possible que la radicalisation actuelle de la droite du PS soit en réalité un vœu de rupture. Rupture avec les «frondeurs», avec le parti d'Epinay, en réalité avec la tradition socialiste en ce qu'elle conserve une attitude critique face au capitalisme. Ce nouveau centre gauche «républicain» aura alors tout loisir de rechercher au centre et à droite ses partenaires de demain. Illusionnés par le sentiment de puissance que lui donne la maîtrise conjoncturelle des outils de la Ve République et par son association avec les intérêts des élites socio-économiques, l'aile droite du PS n'arrive pas à être lucide sur sa faiblesse politique structurelle. Si cette voie est choisie, elle est vouée à l'échec idéologique et électoral.

Une tout autre tâche nous attend. Elle est de rassembler tous ceux qui veulent reconquérir la souveraineté démocratique face aux forces de dissolution de l'ultra-capitalisme. Cela passe par une adresse nouvelle aux structures traditionnelles de la gauche, partis, syndicats, associations, éducation populaire mais on le sait, ceci ne peut être que le préalable à un rassemblement beaucoup plus vaste. Non pas vers le centre ou la droite mais vers le peuple de France, ses classes populaires et moyennes et notamment leurs franges les plus engagées et actives dans des combats concrets et aujourd'hui déconnectés du politique. Ce sera ici une coopérative créée pour maintenir de l'emploi, là les acteurs d'un réseau d'économie circulaire, une association écologiste, des artistes, des entrepreneurs innovants...

Nous devons œuvrer, dans le même temps, à une nouvelle coalition des gauches en Europe. Elle doit faire travailler ensemble les écologistes de parti ou d'association, les démocrates et socialistes sincères qui rejettent le renoncement social-libéral, une nouvelle gauche alternative tant qu'elle souhaite exercer des responsabilités. Ce rassemblement n'est pas impossible, il mûrît au contraire dans bien des têtes, il peut permettre de créer, demain, du mouvement, de l'espoir, la renaissance d'un projet européen puissant et porteur de valeurs universelles.

Jean-Marie Le Guen propose de sauver la gauche

en la faisant disparaître, nous prétendons faire rayonner la France et l'Europe en la faisant renaître.

Guillaume BALAS Député européen PS



V) Dire son homosexualité, encore trop dur pour les politiques

Par Mathieu Magnaudeix

Une « anomalie » française. Malgré les débats sur le mariage des couples de même sexe, malgré une Marche des fiertés LGBT (lesbiennes, gays, bi et trans) qui se déroule ce samedi 27 juin à Paris comme chaque année, la visibilité des homosexuels dans les lieux de pouvoir reste faible. Exemple avec la politique, où ceux qui disent simplement leur homosexualité restent ultra-minoritaires.

Samedi 11 juillet, Luc Carvounas, sénateur et maire socialiste d'Alfortville (Val-de-Marne), va se marier avec son compagnon, Stéphane Exposito, ancien cadre du PS et chef de cabinet ministériel. Depuis la promulgation de la loi sur le mariage des couples de même sexe, il est le premier parlementaire homosexuel à convoler. L'information, quelques lignes dans Le Parisien, est parue à quelques jours de la Marche des fiertés parisienne, organisée comme chaque année, ce samedi 27 juin, à l'appel de l'Inter-LGBT (lesbiennes, gays, bi et trans).

Dans un premier temps, Carvounas n'a pas souhaité que la journaliste du Parisien, qui avait eu vent de l'information, évoque son mariage. Puis il s'est ravisé. Difficile de faire autrement, Carvounas ayant invité à la fête nombre de journalistes et de politiques. « Je me marie avec l'homme avec lequel je vis depuis quatre ans, avec qui je suis pacsé : je n'ai rien voulu cacher, explique Luc Carvounas, sollicité par Mediapart. À Alfortville, je participe aux manifestations et

aux repas des anciens avec mon compagnon. J'ai fait la campagne municipale avec lui et l'ai remercié le soir de ma victoire. Dès lors que les Alfortvillais me font confiance, je peux difficilement cacher des choses me concernant. Cela voudrait dire que je ne suis pas au clair avec ma propre vie. Je n'avais pas envie d'être le pléonasme de moi-même. »

Luc Carvounas, un proche de Manuel Valls, n'a jamais caché son homosexualité dans le monde politique, ni auprès des journalistes. Lors de déjeuners, il lui arrive de parler de son « compagnon », que ceux-ci connaissent. Avec ce coming out (une expression anglo-saxonne qui désigne la « sortie du placard »), Carvounas intègre le cercle très fermé des responsables politiques de premier plan dont l'homosexualité est connue. En réalité, c'est un tout petit cénacle.



Elio Di Rupo, ancien premier ministre belge, ouvertement gay. © Reuters

Officiellement, il n'y a que des ministres hétérosexuels dans le gouvernement Valls. La Cinquième République n'a compté que quatre ministres dont l'homosexualité est publique : Jean-Jacques Aillagon, Frédéric Mitterrand, Roger Karoutchi et André Labarrère, ancien maire de Pau décédé en 2006. Deux ministres de la culture, deux secrétaires d'État aux relations avec le Parlement, aucun ministre régalien. Sur près de 1 000 parlementaires, on ne dénombre, dans la France de 2015, que cinq élu(e)s ouvertement gays ou lesbiennes. Statistiquement, 0,5 % de la population des députés et sénateurs, élus au suffrage universel et censés représenter la population française! « La France est une anomalie statistique », se désole Corinne Bouchoux, sénatrice écologiste, qui vit depuis quinze ans avec sa compagne.

Ailleurs pourtant, des homosexuels qui, sans forcément en faire un étendard, ne cachent pas leur sexualité, occupent des responsabilités politiques de premier plan. En Allemagne, l'ancien vice-chancelier libéral Guido Westerwelle, qui fut ministre des affaires étrangères d'Angela Merkel, était ouvertement gay, et la ministre sociale-démocrate de l'environnement, Barbara Hendricks, a évoqué sa compagne dans un portrait paru dans la presse. De même que le ministre letton des affaires étrangères, Edgars Rinkēvičs, qui a annoncé son homosexualité sur le réseau social Twitter.

Des gays ou des lesbiennes dirigent, ou ont dirigé, des gouvernements : le Belge Elio di Rupo, l'Islandaise Johanna Sigurdardottir, le Luxembourgeois Xavier Bettel. En Équateur, la ministre de la santé, Carina Vance Mafla, est lesbienne. Deux ministres colombiennes vivent en couple. En Grande-Bretagne, le nouveau Parlement, élu en avril dernier, compte 29 homosexuels « out », environ 5 % des parlementaires : grosso modo, le ratio estimé d'homosexuels dans la population britannique.

La France, elle, fait figure de pôle de résistance. S'il est possible, pour des collaborateurs politiques, des élus locaux, régionaux ou municipaux (trois adjoints de la maire de Paris sont ouvertement gays), de ne pas cacher son homosexualité au public, cela semble beaucoup plus difficile dès que l'on gravit l'échelle du pouvoir. Comme si certains craignaient que sortir du placard ne nuise à leur carrière.



L'Assemblée nationale, hétéro par défaut. © Assemblée nationale

Au Sénat, ils ne sont que trois : Luc Carvounas, Corinne Bouchoux et l'élu des Républicains Roger Karoutchi, un proche de Nicolas Sarkozy, qui avait fait son coming out en 2009, alors qu'il convoitait la présidence de la région Ile-de-France.

À l'Assemblée, seuls l'écologiste Sergio Coronado et l'ex-UMP Franck Riester sont ouvertement gays. Ce dernier, alors secrétaire national de l'UMP, a fait son coming out en 2011, à la suite d'une remarque homophobe d'un opposant local. « Mon homosexualité n'est pas un secret. Je partage ma vie avec mon ami depuis longtemps. Pour autant, je n'ai jamais fait étalage de ma vie privée et continuerai à agir de la même manière », avait-il dit.

Quelques jours après son élection, en juin 2012, Coronado avait annoncé d'un tweet sa venue à la Marche des fiertés parisienne avec son compagnon. « J'ai toujours géré ça avec beaucoup de décontraction », dit l'écologiste. Sa liberté de ton (« vous auriez pu aussi me traiter de pédé », at-il lancé à l'UMP Christian Jacob qui le qualifiait d'« hystérique » lors des débats sur le mariage) détonne dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Alors qu'il s'autorisait une plaisanterie sur ce sujet avec des parlementaires de gauche dont l'homosexualité n'est pas un mystère, du moins dans le microcosme de l'Assemblée nationale, il a vu ceux-ci « blêmir ». « La société politique est conservatrice, archaïque. Elle a ses codes, analyse Coronado. Ceux qui préfèrent le placard considèrent que l'orientation sexuelle est encore de l'ordre de la vie privée. Ils peuvent vivre dans une sociabilité gay au quotidien, mais ne se disent pas pour autant que des fonctions électives importantes impliquent une nécessité cohérence avec soi-même. »

« Mentionner ma sexualité peut être utile pour les jeunes »



Pourtant, tous ceux qui ont fait leur coming out le disent eux-mêmes : ils n'ont jamais eu à s'en mordre les doigts. « Je ne regrette absolument pas, raconte aujourd'hui Franck Riester, élu en Seine-et-Marne. Certains peuvent penser que c'est plus difficile d'être élu ou réélu, car certains opposants peuvent s'en servir contre vous. Mais il faut arriver à dépasser cette idée. En fait, quand

vous avez clarifié, c'est impossible de vous attaquer sur le côté "double vie", "il vous cache des choses". Ce qu'attendent vos électeurs, c'est de l'authenticité, de la sincérité et des résultats dans votre action. »

« J'ai envie de dire à ceux qui hésitent : ne vous trompez pas de peur, ce n'est pas ce que vous croyez ! dit aussi Corinne Bouchoux, élue dans le Maine-et-Loire. Au contraire, plein de gens vont venir vous dire merci. Il y a eu très peu de remarques négatives. Les gens m'ont plutôt dit "vous êtes courageuses, et ces temps-ci on a besoin de politiques courageux".»

S'ils ont sauté le pas, c'est souvent convaincus de leur responsabilité sociale en tant que personnalités publiques. « Nous, les élus, avons aussi pour mission de faire évoluer la société, d'aider à construire des imaginaires différents. Nous pouvons être des points d'appui pour de jeunes homosexuels en leur disant que leur condition ne se résume pas à courir le risque d'être rejetés de leur famille », dit Sergio Coronado.

« Sans étaler ma vie privée, ni en faire un argument de communication, j'en parle librement car je sais que mentionner mon orientation sexuelle peut être utile pour beaucoup de gens, notamment les plus jeunes qui ont besoin de références et d'exemples de personnalités dans la politique, les entreprises, le sport... », abonde Franck Riester. « Si ça peut donner du courage à d'autres élus, et aider des jeunes hommes ou des jeunes femmes, tant mieux. Même si je pense qu'au fil du temps, les choses vont aller dans le sens d'une grande banalisation », renchérit Luc Carvounas. « Comment voulez-vous dire aux jeunes "construisez-vous" si leurs responsables nationaux ne sont pas en mesure d'affronter cela? » complète Corinne Bouchoux.



Pour l'élue écologiste, le plus « hallucinant » est que les débats sur le mariage, qui n'ont occasionné aucun coming out dans la classe politique, n'aient guère donné de courage aux élus. « Je pensais que ce grand débat allait rendre les choses plus simples. Mais en fait, je connais des élus qui se sont renfermés à double tour dans le placard plutôt que d'en sortir. » Elle cite l'exemple de députées ou de sénatrices lesbiennes qui, après la "Manif pour tous", ne veulent surtout pas faire de vagues. « Elles me disent "c'est déjà tellement dur d'être une femme en politique, alors si je dis ça, je suis morte". »

Corinne Bouchoux cite souvent cette statistique incroyable : elle ne connaît que deux lesbiennes « out » en politique en France. Elle et sa collègue d'EELV Caroline Mecary, élue régionale en Ile-de-France. « Ce n'est quand même pas possible que nous ne soyons que deux ! » dit-elle en riant. Au regard des 500 000 élus français, le chiffre paraît en effet infinitésimal.

« Cette grande hésitation des élus à évoquer, même en passant, leur sexualité, comme des hétéros pourraient le faire, est évidemment une preuve de la persistance de l'homophobie dans notre société », explique Corinne Narassiguin, ancienne responsable de la loi sur le mariage des couples de même sexe pour le groupe socialiste de l'Assemblée, aujourd'hui porte-parole du PS.

Lors des débats sur le mariage, un élu du groupe PS lui avait annoncé qu'il glisserait dans son discours une allusion à son homosexualité. Il n'en a rien été. Cet élu est aujourd'hui encore dans le placard, par peur des réactions dans sa circonscription. « C'est parce que nous sommes encore une société homophobe qu'un coming out peut encore faire les titres des journaux, alors que cela devrait être banal », poursuit Narassiguin. Autre crainte : être pris pour "le gay" ou "la lesbienne de service", en raison du faible nombre d'homos "out" en politique. « Je suis hétéro, mais je comprends cette gêne : parce que je suis ultramarine, les journalistes m'appellent souvent sur l'outre-mer alors que ce n'est pas particulièrement ma spécialité. »

Plus que d'autres pays, la France républicaine est surtout très mal à l'aise avec l'idée que des élus évoquent leur homosexualité, alors qu'il est courant que des responsables politiques hétérosexuels évoquent, dans les journaux people ou juste en passant, leur compagnon et leur compagne.

La notion même de coming out, souvent confondue à tort avec l'outing (le fait de révéler l'homosexualité d'une personnalité publique sans son consentement), est mal comprise et considérée comme une sorte d'incongruité anglosaxonne. Au pays de l'universalisme républicain, l'affirmation d'une différence sexuelle est souvent vue comme un particularisme, l'expression d'un désir « communautaire ».

Dans L'Égalité sous conditions (Presses de Sciences-Po), qui vient de paraître, la politiste Réjane Sénac évoque même « l'hétérosexisme racialisé constituant de la République française ». Selon la chercheuse, spécialiste de la parité et du genre en politique, l'universalisme républicain, qui prétend gommer les différences et les particularismes, via l'école notamment, a historiquement évacué de la société politique les femmes, les homosexuels ou les citoyens dont la peau n'est pas blanche.

Une vision dépassée, selon Sergio Coronado, frappé des pesanteurs de la France en ce domaine. « L'universalisme abstrait permet en fait toutes les discriminations et les hypocrisies », dit-il. Revisiter cette conception datée et sclérosée de la République permettrait peut-être de faire en sorte que nos élus, et plus généralement nos élites, reflètent un peu plus la société française dans sa diversité.

mediapart.fr

VI) Médecins, banquiers... ces métiers qui pourraient bientôt être "uberisés"

Par L' Obs

Quelles sont les professions susceptibles d'être "uberisées" au cours des prochaines années ? Olivier Ezratty, spécialiste du sujet, revient sur un phénomène amené à encore se développer.

Médecins, plombiers, banquiers... le spectre de "l'uberisation" - la transformation rapide d'un secteur professionnel suite à une innovation technologique - plane sur de nombreuses professions.



Les médecins pourraient être touchés à double titre par "l'uberisation".
(PHILIPPE HUGUEN/AFP)

Olivier Ezratty, conseil en stratégies de l'innovation et spécialiste du sujet, revient sur les domaines qui pourraient être chamboulés dans les prochaines années.

Peut-on prévoir aujourd'hui quels secteurs sont susceptibles d'être "uberisés" ?

- La meilleure manière de prévoir les domaines qui risquent d'être uberisés consiste à identifier ceux qui génèrent de l'insatisfaction client. Les consommateurs sont de plus en plus exigeants : ils cherchent notamment à gagner du temps, une qualité de service, un choix, des prix raisonnables et prédictibles, qu'ils estiment correspondre à la prestation demandée.

L'insatisfaction peut par exemple tenir aux délais d'attente de consultation de certains médecins ou à la difficulté d'accéder à certains types de service. C'est le cas notamment des services à domicile (réparateurs, plombiers).

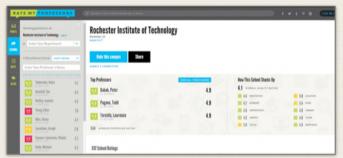
Le client cherche des prestataires fiables, éventuellement évalués par d'autres consommateurs, facilement et rapidement. Ces métiers sont susceptibles d'être désintermédiés par des plateformes d'évaluation comme Quotatis.

Une catégorie de métiers est-elle particulièrement visée ?

- L'uberisation touche au moins deux catégories d'acteurs : les grandes entreprises et les métiers de service issus de professions libérales. Elle émerge surtout dans des situations de quasi-monopole, comme les taxis. Dans un marché régulé par la pénurie, dès que la technologie permet d'élargir l'offre, le poids économique des acteurs en place est forcément menacé.

Le phénomène est en cours depuis dix ans dans le monde de l'hôtellerie, avec l'émergence de sites comme Booking, qui sont des intermédiaires entre le client et l'entreprise : ils jouent un rôle critique dans les marchés dont l'offre est très fragmentée. Les banques et les assurances sont aussi concernées avec l'émergence de comparateurs de services ou de plateformes entièrement numériques, sans la moindre agence physique.

On peut également citer les métiers de services dans le domaine de l'aide à la personne : les sites permettant de trouver une nounou ou des cours particuliers sont déjà en train de se multiplier. Il s'agit cependant de services proposés par des particuliers à temps partiel et en complément éventuel d'une autre activité, comme dans le cas d'Uber Pop, qui ne doit pas être confondu avec Uber, dont le service est fourni par des conducteurs professionnels.



Le site américain "Rate my professors" permet de noter ses professeurs et d'établir des classements. (capture d'écran)

L'uberisation repose-t-elle forcément sur une innovation technologique et l'émergence d'un intermédiaire ?

- La plupart des cas de figure combinent les deux, ce qui est logique puisque le numérique est idéal pour mettre en relation une offre et une demande en volume, en particulier à partir des smartphones.

Aux Etats-Unis, on utilise des plateformes pour noter les professeurs depuis près de dix ans : cela permet aux parents d'avoir une idée des établissements où ils souhaitent placer leurs élèves. Mais il est difficile d'imaginer cela en France en l'état.

Evidemment, les métiers professionnels - comme dans la santé - ne peuvent pas être remplacés par des particuliers, mais ils peuvent voir émerger des intermédiaires.

Les médecins sont-ils particulièrement concernés ?

- Ils risquent d'être "uberisés" à plusieurs titres : par l'émergence d'intermédiaires sur internet et par la numérisation d'une partie de leur valeur ajoutée dans des objets connectés et des logiciels. Aujourd'hui, très peu de médecins ou d'hôpitaux proposent la prise de rendez-vous par internet : ils partagent pour la plupart une secrétaire téléphonique, ce qui génère une perte de temps considérable pour les patients. Il faut parfois des heures pour obtenir un rendez-vous, alors qu'il existe des systèmes de réservation en ligne, provenant notamment de start-up françaises, comme Doctolib.

Un autre phénomène devrait se développer dans les années à venir : la numérisation d'une partie des services. Le savoir des médecins pourra par exemple être déplacé dans les objets connectés, pour mesurer soi-même sa tension, son rythme cardiaque et réaliser diverses analyses de laboratoire. Mais aussi pour obtenir un prédiagnostic à l'aide de logiciels et bases de connaissances en ligne : c'est ce que propose déjà IBM dans certains cas médicaux.

Cette numérisation partielle de métiers existants pourrait aussi toucher les experts comptables, les notaires et même les avocats. Cette évolution de l'homme vers la machine a déjà touché les agences bancaires : en 15 ans, avec les comptes en ligne et les distributeurs automatiques, une bonne partie du travail dans les agences a été transférée vers les logiciels et les clients.

Comment lutter contre ce phénomène d'uberisation ?

- En règle générale, il faut innover rapidement et avant que d'autres le fassent à votre place ! Mais, dans tous les cas de figure, l'union fait la force, soit à l'intérieur de l'entreprise, lorsque celle-ci propose de remédier aux difficultés des clients, soit à l'extérieur, quand une autre entreprise propose de résoudre ces problèmes. Aujourd'hui, malheureusement, ça vient plutôt de l'extérieur.

Il y a donc deux possibilités : soit des entreprises s'interposent entre le producteur et le client pour offrir une solution aux clients mécontents, soit le producteur lui-même décide de lutter contre cette insatisfaction en proposant sa propre solution.

Le groupe Accor se bat par exemple à la fois contre les systèmes de réservation comme Booking et l'économie collaborative promue par Airbnb en proposant un système de réservation qui inclut désormais des hôtels extérieurs au groupe.

C'est évidemment plus compliqué pour les

professions libérales, comme les médecins, qui devraient mettre en place chacun de leur côté leur propre application de prise de rendez-vous. C'est donc l'occasion pour les fédérations professionnelles de jouer un rôle essentiel pour l'ensemble du secteur concerné : dans les secteurs fragmentés, l'union doit faire la force.

Les mouvements de contestation des domaines concernés, comme les taxis, sont-ils productifs ?

- Bien au contraire ! Les chauffeurs de taxi ont lancé le pire plan de communication possible contre Uber. Leur grosse erreur stratégique consiste à s'appuyer uniquement sur la loi, en se protégeant derrière les textes, sans jamais parler du client alors qu'il est au centre du problème.

Leur raffut est sur le moyen terme le meilleur service à rendre à Uber, qui compte déjà un million de clients en France! C'est une situation semblable à la révolte des luddites en Grande-Bretagne, fin 18ème-début 19ème siècle, en pleine révolution industrielle, lorsque les artisans du tissage se sont mis à brûler les machines à tisser émergentes. A l'époque, le gouvernement britannique avait maté cette révolte. Le pays est devenu leader de la révolution industrielle, notamment dans la production de machines à tisser.

Le gouvernement aurait donc plutôt intérêt à soutenir l'innovation ?

- Le gouvernement français est schizophrène : au moment même où Axelle Lemaire et Emmanuel Macron sont à New York pour promouvoir la "french tech" auprès des investisseurs américains, il soutient les taxis qui bloquent les routes et brûlent des pneus, sans mettre en avant le besoin d'innovation propre au secteur ni tenir compte des consommateurs.

Il devrait trouver le moyen d'être plus cohérent et de penser plus au long terme. D'autres métiers seront affectés par le numérique. Il faut s'y préparer et notamment continuer de favoriser l'éclosion de champions locaux : il vaut mieux que les disruptions viennent de chez nous que des Etats-Unis!

Propos recueillis par Alexis Orsini

